

Communiqué

Suite à mes propos relayés par la presse, faisant suite à une conférence-débat sur le Franc CFA que j'ai animée à l'université de Lomé le 24 mai 2017, je tiens à effectuer un certain nombre de clarifications :

Le thème de la conférence était relatif à un ouvrage collectif paru en octobre 2016, sous ma co-direction, intitulé « Sortir l'Afrique de la servitude monétaire : à qui profite le Franc CFA ? ».

Le public concerné par la conférence était celui des étudiants de la faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'université de Lomé, dans le souci de contribuer à développer leur esprit critique sur des questions économiques d'actualité.

Cette conférence s'inscrivait dans la suite de celle donnée quinze jours auparavant au sein de la même Faculté, par le Directeur National de la BCEAO pour le Togo, sur le thème du Franc CFA.

Je trouve regrettable et déplorable que la presse et des participants non universitaires se soient faits l'écho dans les médias et les réseaux sociaux, à des fins non avouables, de certains de mes propos sortis de leur contexte.

En particulier, dans mes propos, je faisais état d'une hypothétique requête formulée à l'endroit du Chef de l'Etat togolais par son homologue ivoirien, afin de me relever de mes fonctions ministérielles entre 2013 et 2015, suite à mes interventions critiques sur le franc CFA. Même si le traitement journalistique de mes propos me paraît fortement sujet à caution, il n'en demeure pas moins que j'ai expressément cité leurs noms sans preuve formelle, et je le regrette profondément.

Une certaine partie de la presse togolaise, qui s'est faite largement l'écho de ces allégations, devrait prendre conscience de sa responsabilité dans le maintien d'excellentes relations entre la Côte d'Ivoire et le Togo et faire preuve de retenue dans le compte rendu d'un exposé à caractère exclusivement universitaire.

Je tiens également à rappeler aux professionnels de l'amnésie, que c'est le Président de la République togolaise, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, qui a fait de moi un ministre de la République, et c'est également grâce à lui que j'ai pu être le candidat des quinze pays de la CEDEAO au poste de Commissaire de l'Union Africaine, chargé des Affaires Economiques, pour ne citer que deux des nombreux actes qu'il a régulièrement posés pour assurer ma promotion, ce dont je tiens à l'en remercier.

Aux Présidents Faure Essozimna GNASSINGBE du Togo et Alassane OUATTARA de Côte d'Ivoire, que j'ai malencontreusement mis en cause dans les propos que j'ai tenus, je tiens à exprimer mon profond regret et je leur présente mes excuses les plus sincères.

Fait à Lomé, le 28 mai 2017,

Prof. Kako NUBUKPO, Agrégé des Facultés de Sciences Economiques.